

# Ouzbékistan. Sept questions pour comprendre les violences qui ont secoué le pays

Des milliers de Karakalpaks ont manifesté le 1er juillet contre la remise en cause de l'autonomie de leur région par le pouvoir central. Le président ouzbek Chavkat Mirziouïev ne veut pas se séparer de ces terres qui représentent 40 % du territoire national mais dont les habitants se sentent culturellement plus proches des Kazakhs que des Ouzbeks.



*Le président ouzbek Chavkat Mirziouïev à Berlin en 2019.*

Tobias

SCHWARZ/AFP

Des milliers de Karakalpaks ont manifesté le 1er juillet contre la remise en cause de l'autonomie de leur région par le pouvoir central. Voici sept questions pour comprendre les violences qui ont secoué l'Ouzbékistan.

## 1. 18 morts et 243 blessés en Ouzbékistan. Que s'est-il passé ?

Le 1er juillet 2022, des [milliers de manifestants se sont rassemblés à Noukous](#), la capitale du Karakalpakstan, une république autonome située dans le nord-ouest de l'Ouzbékistan. Les manifestations étant rares et illégales dans ce pays autoritaire d'Asie centrale de 34 millions d'habitants, ils ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre. Internet a été momentanément coupé, un état d'urgence a été instauré jusqu'à début août afin d'établir « **le retour de l'État de droit** ». Les autorités de cet ex-République soviétique ont aussi arrêté des centaines « **d'organiseurs d'émeutes** » qui ont essayé, selon elles, de s'emparer de bâtiments publics lors de la manifestation..



Ouest-France

## 2. Pourquoi les Karakalpaks, les habitants de la république autonome, sont-ils descendus dans la rue ?

Ils protestaient contre le projet de révision de la Constitution du président Chavkat Mirziouïev, [arrivé au pouvoir en 2016](#). Le chef de l'Etat prévoyait de supprimer l'autonomie de la République du Karakalpakstan ainsi que son droit d'organiser un référendum sur la sortie de l'Ouzbékistan. En somme, le gouvernement souhaitait en faire une province comme les autres. L'allongement

de la durée du mandat présidentiel de cinq à sept ans au profit de Mirziöïev a, quant à lui, été conservé.

### 3. Les Karakalpaks avaient, depuis 1993 et l'établissement de la Constitution du pays à la chute de l'URSS, la possibilité de sortir de l'Ouzbékistan par référendum. Pourquoi n'ont-ils jamais activé ce droit ?

« **Le problème vient du fait qu'ils n'ont jamais eu de véritables leaders** » pour mener leur sédition, selon David Gaüzere, président du Centre d'observation des sociétés d'Asie centrale (COSAC) et chercheur associé au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R). Sans leader, compliqué de faire face au gouvernement et d'imposer sa volonté d'indépendance. Premier obstacle : le référendum doit être validé par le parlement local, inféodé au pouvoir central, qui doit obtenir l'aval de Tachkent, défavorable à l'idée d'autodétermination. Initiative d'autant plus difficile lorsqu'un dictateur est au pouvoir. Le pays a été pendant 27 ans sous le joug du dictateur Islam Karimov. Toute révolte terminait en bain de sang (comme à Andijan, à l'est du pays, en 2005).

### 4. Les amendements au cœur des tensions ont été annulés. Qu'est-ce qui explique un tel rétropédalage du président Chavkat Mirziöïev ?

Face à cette situation bouillonnante, de peur que cela dégénère davantage, Chavkat Mirziöïev, qui a entrepris de nombreuses réformes économiques et sociales dans le pays avant de prendre un tournant autoritaire à sa [réélection en 2021](#), a fait marche arrière. « **Le gouvernement a mis un couvercle sur le problème sans le résoudre, il l'a reporté**, observe David Gaüzere. **Cette décision a calmé les tensions dans l'immédiat et a rétabli un statu quo.** » Il ajoute : « **Pour garder les investisseurs occidentaux, ils ne veulent pas se montrer trop sanglants** ». Mais ce rétropédalage porte un coup à l'image autoritaire du président ouzbek, à son pouvoir. Tout en prouvant à son peuple qu'il est capable de reprendre le contrôle très rapidement. Pour Michaël Levystone, chercheur sur l'Asie centrale à l'Institut français des relations internationales (Ifri), « **il a reçu un signal. Il ne peut pas faire ce qu'il veut. Et surtout, il ne peut pas toucher au statut de cette région** ».

Lire aussi : [Le président Mirziöïev, l'autocrate à visage humain](#)



*Des membres de services ouzbeks ont été vus à Noukous, capitale de la région nord-ouest du Karakalpakstan, en Ouzbékistan, le 3 juillet 2022.*

/ Archives REUTERS

## 5. En quoi le statut autonome de la province, acquis depuis 1936, est-il si cher aux Karakalpaks ?

Les quelque deux millions d'habitants du Karakalpakstan ont un « **sentiment identitaire local très fort** » selon Michaël Levystone. De tradition nomade, les Karakalpaks se sentent plus proches d'un point de vue ethnique et culturel des Kazakhs que des Ouzbeks. « **Si jamais ils prenaient leur indépendance, ce qui n'arrivera pas à mon avis, ce serait pour se rattacher au Kazakhstan, souligne-t-il. Et il y a une rivalité historique entre les deux États (N.D.L.R. : même si ces deux États entretiennent désormais de bonnes relations), cela déclencherait une crise majeure.** »

La pauvreté dans laquelle vivent les Karakalpaks attise leur colère. Des disettes alimentaires, [des coupures d'électricité](#) rythment leur quotidien. En raison du désastre de la mer d'Aral, totalement asséchée par les plantations intensives de coton et de blé sous le régime soviétique, les terres maintenant désertiques excluent toute production agricole. Leur région « **est complètement sinistrée d'un point de vue écologique**, déplore le chercheur spécialiste de l'Asie centrale à l'Ifri. **Si elle devenait indépendante, je ne sais pas de quoi ils pourraient vivre.** » David Gaüzere, président du COSAC, remarque quant à lui que « **les quelque richesses pétrolières et gazières de la région sont redistribuées à Tachkent par le chef de la province nommé par le pouvoir central** ». De quoi exaspérer les Karakalpaks.

## 6. Pourquoi le président ouzbek a tenté de donner l'autonomie du Karakalpakstan ?

Le pouvoir central ne souhaite pas se séparer de cette province qui représente 40 % du territoire national. « **Le gouvernement n'accepte pas que 40 % de ces terres disparaissent dans la nature** », affirme Michaël Levystone. « **Ou pire** », soient rattachées au Kazakhstan. Pour éviter cela, le Président a cherché à anéantir tout sentiment velléitaire en faisant du Karakalpakstan une province lambda de l'Ouzbékistan. Outre cette peur de perdre une partie de son territoire, le pays est très attaché au respect de l'intégrité territoriale. « **Le gouvernement a chevillé au corps cette volonté de conserver la frontière des États** », déclare le spécialiste de l'Asie centrale. À tel point que Tachkent s'est distancié de Moscou, allié historique, à propos de la guerre en Ukraine. Comme le Kazakhstan, Tachkent avait « **reconnu l'indépendance de l'Ukraine, sa souveraineté et son intégrité territoriale** » et « **avait annoncé ne pas reconnaître les républiques [séparatistes ukrainiennes] de Lougansk et de Donetsk** ».

## 7. La révolte en Ouzbékistan serait-elle instrumentalisée par la Russie ou les Occidentaux ?

David Gaüzere, chercheur associé au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), émet deux hypothèses. Selon lui, les Russes auraient accusé les Occidentaux, notamment les Allemands, les Britanniques et les Américains, d'être derrière les révoltés. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, « **l'intérêt des Occidentaux est d'affaiblir la Russie** ». « **La communauté des États indépendants est jusqu'à présent la chasse gardée de la Moscou. Le soulèvement des populations minoritaires dans des territoires autonomes contre les puissances centrales affaiblit ces États qui sont de facto alliés à la Russie** », détaille-t-il. De l'autre côté, il soupçonne la Russie de vouloir déstabiliser le pouvoir en place pour le forcer à prendre son parti dans la guerre en Ukraine.

Michaël Levystone, quant à lui, n'adhère pas à ces hypothèses. « **Aujourd'hui la Russie cherche de la stabilité et de la sécurité en Asie centrale, elle n'a pas intérêt à ce que l'Ouzbékistan explose**, observe-t-il. **Personne n'y a intérêt, surtout pas en ce moment, au regard de la forte incertitude induite par la situation en Afghanistan.**»

Juliette BROSSAULT.